

L'Ilot Pépinière : pourquoi il faut s'opposer à sa destruction par la Mairie de Lille et la LMCU

La Mairie de Lille et la LMCU ont décidé de détruire, dans le quartier de Saint Maurice à LILLE, au début de la rue du Faubourg de Roubaix un bout de terre, une vingtaine de maisons individuelles et des garages qui ont déjà laissé place à des gravats, pour y construire dans le prolongement d'Euralille des hautes tours, soit plus de 250 logements au total, auxquels s'ajouteront inexorablement les voitures en proportion du nombre de foyers. Ce projet de rénovation urbaine a été baptisé « l'Ilot Pépinière », un joli nom choisi ironiquement et cyniquement pour mieux enterrer une pépinière et l'îlot urbain qui l'entoure, un joli nom pour la postérité, un nom sur une pierre tombale, un souvenir, que dis-je un soupir.

Souvent présentés positivement, la construction de logements supplémentaires est une illusion d'optique qui dissimule le problème principal, particulièrement crucial dans la métropole lilloise : la cherté des loyers et des prix à l'achat de l'habitat. L'agglomération de Lille-Roubaix-Tourcoing ne manque pas de logements mais les prix sont difficilement accessibles, voire inaccessibles. Loin de réduire le coût pour se loger, la construction de logements neufs aura l'effet inverse d'accroître la pression financière en chassant les habitants les moins fortunés pour attirer des gens à la recherche d'un bon standing à proximité d'une gare TGV qui dessert les grands centres européens. Des habitants qui auront un ou des véhicules à l'avenant de leur standing, plus puissants et, par conséquent, plus polluants dans une métropole urbaine qui souffre de pollution atmosphérique de plus en plus forte. Il suffit de suivre la « météo » de la qualité de l'air auprès de l'atmo (l'organisme qui suit la qualité de l'air) pour se rendre compte de la gravité de la situation. Des habitants qui, pour certains, prendront le TGV pour se rendre au travail à Paris mais partiront les fins de semaine se détendre en prenant l'avion. Pour bien d'autres, probablement la majorité, leur activité professionnelle exigera l'utilisation d'un véhicule à moteur ou, simplement, utiliser un ou des véhicules à moteur est tellement ancré dans leurs habitudes, que de toute façon, ils feront des kilomètres dans les bouchons sans véritable motif et sans même en prendre conscience. Ecrire cela n'est pas « lire dans le marc de café », c'est rappeler des évidences : la situation géographique du lieu et les habitudes majoritaires de la population. A moins de penser que ces nouveaux venus aient des habitudes « hors-norme ». Mais il n'y a aucune raison pour qu'il en soit ainsi. Des habitants qui auront néanmoins un mérite pour la Mairie et la métropole urbaine : être des contribuables intéressants.

Quant aux anciens habitants ou ceux susceptibles d'habiter ces maisons individuelles, on peut parier, qu'ils sont et seront, par la « force des choses », contraints de s'installer davantage en périphérie et, par conséquent, obligés d'utiliser davantage la voiture dans leur déplacement. Voilà comment nos dirigeants vont améliorer la qualité de **notre air à tous**.

Le principal effet de cette destruction-crédation est la densification du tissu urbain dans une métropole urbaine déjà bien dense. Notre métropole qui veut « jouer dans la cour des grands » en se voulant européenne ressemblera bientôt à un petit Hong Kong ou un petit Singapour. Le goût de nos gouvernants pour la vidéo-surveillance et, en général, la surveillance et le contrôle électronique peut laisser supposer qu'au fond le modèle asiatique est le modèle qu'ils souhaitent promouvoir, « la vie rêvée » selon eux et la ville dont ils rêvent.

Mais est-ce vraiment le souhait des habitants ?

Le modèle asiatique est-il écologique, social, respectueux de l'être humain dans ses besoins physiologiques et ses aspirations, respirations pourrait-on presque écrire, profondes ?

Il est raisonnable d'en douter, d'être sceptique et de rester perplexe devant une telle théorie.

Dans ce sens, pour ceux qui veulent affirmer leur refus de ce modèle, il est indispensable de se solidariser des cinq familles qui refusent de partir et de ne pas accepter la stratégie de la ville de Lille de laisser se détériorer les autres maisons pour mieux rendre inévitable leur destruction. Une ville qui a pris très à cœur d'expulser manu militari les premières tentatives d'occupation et de murer les portes pour être certains que les logements restent vides et qu'au fil du temps, des années, les maisons se délabrent. C'est dire l'importance accordée par la ville de Lille au problème du logement puisqu'elle préfère d'un côté des maisons vides et de l'autre des gens obligés de dormir dehors plutôt que d'installer les gens dehors à l'intérieur. Cette situation, à cet endroit, est déjà la réalité depuis plusieurs années. Il est vrai que ce raisonnement est trop simple, trop évident. Il est plus lumineux que les gens dorment au froid ici et maintenant et de faire miroiter que dans le futur ils seront logés dans des appartements de bon standing à 500 mètres de la gare « Lille-Europe ». Comme un jour, certains gouvernants l'ont si bien exprimé, « les promesses n'engagent que ceux qui y croient ».

Mais « l'Îlot Pépinière », dont la surface totale couvre 1,67 hectares, est un symbole. D'abord parce qu'elle est constituée d'une rangée de maisons d'habitations qui sont parmi les dernières traces des constructions à ossature bois édifiées aux abords des fortifications de LILLE à la fin du 19^{ème} siècle. Ensuite, comme son nom l'indique, parce qu'une partie du site est constituée d'une pépinière, une terre cultivée depuis des décennies, la dernière terre agricole de LILLE, en bail rural jusqu'en avril 2014. Une petite île de terre fertile dans un océan de béton. Tout un symbole, donc. Celui de la marée bétonnière qui submerge de manière continue, certaine, irréversible, sans état d'âme, sans rémission et, au même rythme, parallèlement à l'avancée des gaz à effet de serre, les terres, nos terres à tous, la Terre, notre Bien Commun, la Terre qui nous nourrit. La Ville de LILLE s'apprête à engloutir sa dernière oasis de terre indemne de l'urbanisation et de son inexorable pollution, qu'elle soit ancienne et lourde ou nouvelle et « high tech », sous un béton vaguement recouvert pour la circonstance d'un triste verni social et verdâtre. Bien entendu, comme tout projet actuel il est présenté comme créateur d'emplois ou, du moins, permettrait-il de protéger les emplois existants. Paraît-il. Car on se demande, au-delà de ce projet qui en cache tant d'autres, comment le chômage peut continuer d'augmenter avec tant de projets créateurs d'emplois, à moins que, contrairement aux apparences, le béton au fur et à mesure de sa goinfrerie ne détruisent les emplois au lieu de les créer car, au fond, son met favori est l'être humain et son mobile le profit. Et, quoiqu'on en dise rien d'autre que le profit, que nos gouvernants nomment pudiquement « retombées positives ».

Ce verni décoloré avant d'avoir été posé tant il est rabattu, stéréotypé et, sans autre but que d'avoir à éviter de justifier le bien-fondé réel, cache mal la vulgarité du fond c'est-à-dire un énième « *business plan* » d'aménageurs et de promoteurs immobiliers, pas négligeable dans ce cas précis puisqu'il prolonge Euralille, qui ne satisfera que leur appétit d'ogre canibal et de "boit sans soif" de la finance et la mégalomanie des gouvernants, leurs compagnons de route. A quelques mois de la COP 21 (la 21ème Conférence des Parties de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques) qui se tiendra cette année à PARIS, 6 ans après celle de COPENHAGUE, où, comme toujours dans ce genre de sommets, nous avons eu tout le loisir de regarder couler le navire les yeux rivés sur nos orteils ; et alors que vient d'être rendu publique une étude montrant que dans la métropole lilloise les gaz des pots d'échappement tuent des personnes (« la mauvaise qualité de l'air entraîne une surmortalité ») ; voilà un signal bien lancé. Un signal qui, par contre, ne dépareillera pas avec le traité de libre-échange

transatlantique (TAFTA en Anglais) qui instituera une zone de libre-échange commercial entre l'Union Européenne et les Etats-Unis, la plus importante de l'Histoire, dont les « retombées positives », comme disent si bien les amoureux du profit, seront rapidement si nombreuses en renforçant le pouvoir des entreprises sur la société : l'impossibilité d'interdire les OGM, l'utilisation d'hormones dans l'élevage, les gaz de schistes, le clonage animal, les nanomatériaux dans l'alimentation, sans compter le dumping social, etc nous attendent au tournant. La poule aux œufs d'or. Pas pour nous. Pour nous, les retombées seront toujours plus de maladies dégénératives (cancers et Alzheimer pour ne citer que les plus connues) dont le nombre a explosé ces dernières décennies et plus de précarité sociale, elle aussi en explosion ces dernières décennies. Mais au fond quelle importance puisque le Dieu Béton créera toujours plus d'emplois et que l'industrie agro-alimentaire palliera avec ses aliments dégénératifs à la bétonisation des terres fertiles.

Comment peut-on encore croire que l'ensemble de ces problèmes ne sont pas liés, *solidaires*, « connectés » entre eux, « intelligents » pour user de la novlangue à la mode ?

Comment peut-on encore croire qu'il suffira d'une troisième révolution industrielle pour réparer « *techniquement* » les dégâts que l'industrie et la technologie ont causé et continuent de causer ?

Comme si la troisième révolution industrielle précédente (eh oui, grâce à l'économiste américain Jérémy Rifkin il y a deux troisième révolution industrielle), celle de l'informatique et de sa fille aînée, la célèbre « Mondialisation », ne nous avait pas déjà instruit par ses promesses écologiques et sociales non tenues. Le résultat est là : en trente ans de « Mondialisation communicante » l'industrie a rejeté dans l'atmosphère autant de gaz à effet de serre qu'en 120 ans et la précarité sociale est devenue la norme.

Désormais, nous n'avons plus le temps de tergiverser. Nous ne pouvons plus nous permettre de tourner autour du pot : **ce qui est en cause c'est notre mode de vie**. Il est plus que temps de se l'avouer et de cesser de se mentir en regardant le bateau couler les yeux rivés sur nos doigts de pieds.

Les individu-e-s qui défendent l'Ilot pépinière ne sont eux que des gens sans qualité. Elles et ils ne sont pas appelé-e-s à devenir les maitres de LILLE, de la métropole européenne qui l'entoure, de la future grande région Nord-Pas-de-Calais-Picardie, encore moins de la France et bien entendu du Monde. Ils et elles sont tout aussi loin des bulles spéculatives générées par les maitres de la Finance et de leur pouvoir de destruction-crédation des activités humaines.

Mais ils-elles savent, par expérience et parce qu'ils-elles ne sont pas aveugles, qu'une fois ces maisons et cette terre disparues, une fois ce projet, dont le seul mérite est d'être bien « markétisé » par la Ville de Lille et la LMCU, terminé, les habitant-e-s exproprié-e-s s'ils-elles souhaitent revenir vivre au même endroit devront déboursier bien plus que ce qu'ils-elles payaient antérieurement pour leur logement. Ils-elles devront payer plus pour un logement dont il est probable qu'il ne soit pas de meilleure qualité. Ce logement sera plus cher, y compris s'ils-elles entrent dans les critères dits « sociaux ».

Ce projet, nous le savons par expérience, car il est comme les précédents, n'est pas fait pour les gens sans qualité qui devront travailler plus pour payer plus.

Ce projet, nous le savons par expérience, car il est comme les autres projets immobiliers, ne donnera pas un toit aux sans-abris, insolubles donc inintéressants.

Ce projet, nous le savons par expérience, n'est pas fait pour accueillir et donner l'hospitalité aux familles dites communément « roms » puisque la Mairie les chasse dès qu'elle le peut. Aucune autre famille migrante n'y viendra pas non plus puisque de toute façon la Mairie s'en fout.

Ce projet est certes social mais pas dans le sens que lui donnent habituellement les gens sans qualité. Il est social parce qu'il sert l'aumône aux promoteurs et aménageurs, qu'il déverse des flots de cash, payés d'un côté par ce que certains aiment à nommer « les contribuables », de l'autre par la paye de celui qui a un travail. Quant aux autres, ils sont au sens littéral sans intérêt (financier).

L'Ilot Pépinière mérite d'être défendu *coûte que coûte, avec bec et ongles* parce qu'elle est une zone à cultiver.

Parce qu'il n'est pas acceptable de travailler plus et plus longtemps pour payer plus cher un logement.

Parce que la priorité est de loger les personnes sans-abris, sans discrimination selon l'origine géographique ou selon d'autres critères.

Parce que la terre fertile de la Pépinière, au lieu de finir sous le béton, peut nourrir des habitants.

Mais, il est vrai qu'une telle conception ne rapportera pas de juteux profits à certains et qu'elle n'est pas glorieuse pour les gens de pouvoir.

Il est, cependant, tout aussi vrai que cette conception ne coûte pas et n'émet pas de gaz à effet de serre.

Ne nous y trompons pas, le conflit autour de l'Ilot pépinière n'est pas le fruit du hasard, d'un mauvais concours de circonstance.

L'antagonisme est radical, enraciné. Il plonge aux racines de deux conceptions de la vie qui s'opposent radicalement.

D'un côté, une vie dans le béton, fut-elle verdie par la mode actuelle et servie, s'il le faut, par une rhétorique de la solidarité et du social, uniforme, monotone, ennuyeuse à crever, à l'image du Chef de l'Etat ; une vie à trimer pour des clopinettes ou, pour traduire dans un langage plus moderne, à trimer pour des gadgets, essentiellement électroniques, en attendant de savoir si on est plutôt cancer ou Alzheimer.

De l'autre, ceux qui ne s'y résignent pas et qui préfèrent savourer une vie bigarrée à l'image de ces gens qui s'installent dans les ZAD.

D'un côté, avoir pour seul rêve les chiffres abstraits de la « croissance », encore n'est-ce proposé que pour ne pas perdre son emploi, et dont le seul aspect concret est de pouvoir s'acheter quelques machins électroniques supplémentaires ; avoir pour unique horizon des cauchemars à n'en plus finir : dérèglements climatiques ; épuisement des ressources naturelles ; accumulation des anciennes et nouvelles pollutions chimiques diverses et variées qui contaminent l'air, l'eau et la terre ; de futurs FUKUSHIMA ; l'agressivité, la violence et la brutalité dans les rapports humains ; le gouffre béant des inégalités sociales.

De l'autre, celles et ceux qui ne se résignent pas à ce cauchemar sans fin et préfèrent rêver librement d'un Monde à réinventer.

D'un côté, ceux qui veulent continuer d'imposer le cauchemar de leur inhumanité.

De l'autre, celles et ceux pour qui la politique consiste en la création permanente et continuelle d'un style de vie qui place l'être humain au centre de la vie quotidienne.

D'un côté, une société froide, brutale, surtout envers les plus faibles, déshumanisée, stigmatisante à l'égard des minorités, une société dans laquelle ne compte que le froid calcul financier.

De l'autre, la solidarité humaine universelle pratiquée au quotidien, la culture de la Terre Mère, de soi-même et des liens qui nous unissent aux autres.

Parce que nous vomissons ces esprits austères et enserrés dans leur costard cravate qui nous présentent leur tristesse et leur grisaille verdie comme unique mode de penser et de vivre, nous avons le devoir de reprendre **notre liberté inaliénable** de vivre à notre guise, à notre fantaisie, liberté que nous n'aurions jamais dû abdiquer.

La dernière pépinière de Lille mérite d'être plantée d'arbres, d'être semée de fleurs, de légumes, de céréales. En pleine ville, en pleine métropole européenne du 21^{ème} siècle, pour le plaisir de notre bouche, de notre nez, de nos yeux, de nous sentir en paix avec nous-mêmes et avec les autres. Elle ne mérite pas de disparaître pour la gloire et la richesse de quelques-uns.

Parce que le mode de vie qui constitue la norme actuelle n'a pas d'avenir, nous revendiquons la liberté d'installer selon nos souhaits des constructions légères, sans empreinte écologique, voire bio-dégradables et d'occuper les habitats existants parce que nous aspirons à y vivre en toute tranquillité.

- Non au bitume gris ou vert, oui aux légumes.
- Non au gasoil, oui au poêle à bois.
- Non au bruit des moteurs, oui au chant des oiseaux et aux vélos
- Non à la pollution routière et à ses conséquences sanitaires, oui à la liberté de respirer un air sain.
- Non aux aliments frelatés, oui à une alimentation saine pour tous.
- Non à une agriculture lointaine, abstraite, dévoreuse de pétrole, génératrice de gaz à effet de serre, qui méprise la terre nourricière, la vie végétale, la vie animale et, en bout de chaîne alimentaire, la vie du mangeur, de l'humain que nous sommes ; oui à une agriculture de proximité qui cultive les rapports directs entre les mangeurs et les jardiniers qui cultivent.
- Non à cette agriculture industrielle qui prétend « nourrir le Monde » au détriment de la santé des consommateurs et des paysans des pays de la périphérie du « système-monde » qu'elle transforme en prolétaires.

Parce qu'une alimentation frelatée ne peut mener qu'à une santé frelatée, qu'une alimentation saine ne peut être que de proximité et à taille humaine.

Parce que « nourrir le Monde », c'est d'abord et avant tout se nourrir soi-même.

Parce que des fleurs valent mieux que des carrosseries d'automobile comme le savent nos poumons restés terre-à-terre.

Parce que la vie reste justement terre-à-terre, qu'elle ne sera jamais virtuelle, que jamais des objets interconnectés entre eux ne feront des individus pleinement satisfaits, qu'il ne suffit pas de médicaments dernières générations et de quelques béquilles « high tech » pour ne pas être malades.

Enfin, parce que les logements doivent être à un prix accessible à tous, que personne ne doit s'éreinter au boulot jusqu'à 70 piges pour payer un malheureux 50 m2 ou, pire, à se retrouver à la rue.

La ville, comme tout lieu, appartient à celui qui y vit ou aspire à y vivre. C'est aux habitants de la faire, de la rêver, de la bâtir.

Soyons tous des Diggers, des Bêcheux, ces radicaux anglais qui luttèrent au milieu du 17^{ème} siècle pour la défense « des communs », les terres communes, qui furent expropriées par les puissants de l'époque à leur unique bénéfice.

Tierra y Libertad !

Terre et Liberté !

Pour que vive l'Ilot Pépinière, rue du Faubourg de Roubaix, à mi-chemin entre Euralille et le M° Saint Maurice Pellevoisin.

Pour que germe une petite île fertile dans un océan de morne béton.

L'ESPRIT DES JARDINS SANS MURS ET SANS FRONTIERE

(Ce texte peut être reproduit à l'infini à condition de l'être intégralement et gratuitement)